

L'ex-chef de la diplomatie rwandaise accuse Kigali de graves exactions

Stephen Smith

Libération, 24 novembre 1994

DANS UNE INTERVIEW à paraître aujourd'hui dans l'hebdomadaire *Jeune Afrique*, l'ancien ministre rwandais des Affaires étrangères, Jean-Marie Vianney Ndagijimana, qui se cache depuis le 10 octobre en France, (après avoir été accusé par le gouvernement de Kigali de détournements de fonds, ce qu'il dément) accuse le régime rwandais de graves exactions, de « terreur » à l'égard des ministres hutus issus de l'opposition intérieure et d'une « politique délibérée de colonisation » par des Tutsis revenus au pays, du nord et de l'est du Rwanda.

Dans l'interview, le chef de la diplomatie rwandaise retrouvé par *Jeune Afrique* explique le fond politique de sa « défection ». Avant de quitter Kigali pour une mission officielle aux Etats-Unis, il avait, dit-il, marqué son désaccord sur plusieurs points fondamentaux réclamant, notamment, l'élargissement du gouver-

nement, l'intégration des militaires de l'ancienne armée et de meilleures garanties de sécurité pour les réfugiés - hutus - rentrant au pays. Selon lui, le rapport d'enquête de l'Américain Robert Gersony, communiqué par son auteur à plusieurs membres du gouvernement rwandais et qui fait état d'environ 30.000 Hutus tués depuis la prise de pouvoir du nouveau régime, n'a provoqué aucune réaction. Les massacres sont présentés par le gouvernement comme « le fait d'individus isolés », qui auraient été sanctionnés. Or, depuis juillet, le nombre des responsables « soi-disant arrêtés », entre 70 et 80 soldats du FPR, « n'a jamais varié ».

Jean-Marie Ndagijimana formule de très graves accusations : « Le FPR mène une politique délibérée de colonisation des terres, à l'est et au nord. Dans le Mutara, des centaines de milliers de Rwandais venant d'Ouganda se sont réinstallés. (...) Au sud-est,

même phénomène : entre Kibongo et Butare, tout au long de la frontière avec le Burundi, sur une profondeur d'environ 50km, les populations indigènes ont fui ou ont été massacrées. A leur place, on a installé des Tutsis du Burundi. Des milices ont même été constituées : un préfet l'a reconnu dans un discours officiel. Il s'est même félicité de leur bonne organisation. Si les réfugiés du Zaïre et de Tanzanie rentrent chez eux, ce problème éclatera au grand jour. Voilà pourquoi le gouvernement ne fait rien pour accélérer leur retour. »

Toujours selon le chef de la diplomatie rwandaise, « un conflit grandissant oppose les Tutsis du Rwanda à ceux qui sont rentrés d'exil en Ouganda et au Burundi. Les pre-

miers sont considérés par les seconds comme des collaborateurs! » Mais pourquoi lui-même ou le Premier ministre, Twagiramungu, des Hutus issus de l'opposition intérieure à l'ancien régime, ne dénoncent-ils pas la dérive du nouveau régime? En raison de la « terreur » du FPR, répond Jean-Marie Ndagijimana, qui rapporte ce propos du Premier ministre, plusieurs fois tenu en sa présence : « Mais qui va s'occuper de mes enfants, quand je serai mort? » Le FPR lui-même serait d'ailleurs menacé d'éclatement et son chef, le général Paul Kagamé, en passe d'être débordé par des radicaux, dont le chef d'état-major de la gendarmerie, le colonel Kayumba.